

Sonja Kellenberger

Sociologue, IPRAUS

Street Party

« Imaginez les secteurs financiers à travers le monde remplis, non de bénéfices et de pillages, mais de bruits et de rythmes, de fête et de plaisir.

Imaginez un monde où les gens décideraient de leurs vies.

Imaginez une société fondée sur l' aide mutuelle, le partage et le respect de la nature.

Imaginez que vos désirs deviennent réalité.

Imaginez.

[...]

Ils n' ont pas la puissance d'imaginer à quel point nous sommes du domaine du possible.

[...]

« L'effondrement du marché global serait un événement traumatisant avec des conséquences inimaginables. Pourtant, je le trouve plus facile à imaginer que la suite du régime » (George Soros, spéculateur et haut prêtre des marchés). »

Extraits du tract « June 18th 1999 », *Reclaim the streets*

1. 18 juin 1999

Pendant la journée du 18 juin 1999 se déroule un curieux défilé dans la City, le centre financier de Londres. Environ quinze mille personnes se rassemblent à Liverpool Street Station, traversent les rues de la City jusqu'au bord de la Tamise. Là, la foule s'installe pour jouer, danser, jongler...

Le spectateur non averti croit assister à une sorte de cortège festif : huit mille masques de carnaval en rouge, vert, or et noir, de grandes têtes en papier mâché, des groupes de musique munis de tambourins, un *sound system* sur un camion diffusant des sons technos ou autres agréments ludiques tels que sifflets et chants sèment le trouble. Quelques pancartes et banderoles collectives évoquent cependant une manifestation politique – « *the earth is a common treasury for all; refuse, resist, reclaim, revolt; our resistance is as global as capital, naked protest; Hash not cash* » ; etc.

Le spectateur averti sait qu'il s'agit de cet événement annoncé en tant que *June 18th* : « un jour d'actions, de manifestations et de carnivals dans des centres

financiers autour du monde ». Il l'a appris par des affiches placardées dans les rues, par la distribution de tracts et de *flyers* (tracts colorés avec images et textes), par les journaux quotidiens ou d'autres moyens de communication (Internet, notamment). Londonien, il a peut-être même déjà rencontré ou entendu parler auparavant de ces fêtes de rue organisées de temps en temps par des collectifs d'activistes radicaux et écologistes, qui troublent depuis quelques années la circulation de Londres avec humour, insolence, tout en énonçant des messages hétérogènes et polysémiques. Néanmoins et malgré tous ces avertissements, il n'a peut-être toujours pas tout à fait compris le sens de cette intervention, d'autant que les manifestants lui donnent des réponses tout à fait variables lorsqu'il les interroge sur les raisons de leurs actes.



Rassemblement pour le « 18 juin » à Liverpool Street Station, Londres, 1999.

2. Configuration

Cette journée d'action se passe cinq ans après l'irruption des zapatistes au Mexique, annonciatrice d'une nouvelle forme de lutte au niveau international. Le 18 juin se déroule un an après les mouvements des chômeurs en France et en Europe (marche européenne) et six mois avant la « bataille de Seattle » (manifestation et blocage de la réunion de l'OMC le 30 novembre 1999). Cette dernière fera entrer l'enjeu mondial d'une lutte contre l'économie libérale dans le registre des médias. L'action à Londres fait partie d'une multitude d'événements sociopolitiques des années 1990 qui tissent progressivement un nouveau système de sens à l'échelle internationale. De manière locale, elle fait également partie d'une série d'actions protestataires en Grande-Bretagne, où, pour la première fois, les médias en donnent une interprétation franchement politique : « carnaval anticapitaliste ». Certains des protestataires du 18 juin vont eux-mêmes à Seattle, puis à Prague et aux autres rendez-vous de la protestation internationale contre le libéralisme économique.



« 18 juin » : Installation de la foule dans la City. Londres, 1999.

Au début des années 1990, la scène contestataire en Angleterre est encore plus aux abois qu'en France. Le dénominateur « *Thatcher's Children* », communément utilisé par les médias ou des chercheurs pour indiquer l'état de dépolitisation de toute une génération, en dit long. Il indique l'affaiblissement considérable des syndicats et organisations du mouvement ouvrier au cours des années 1980 suite à l'issue des conflits sociaux qui signent un échec terrible (désindustrialisation, privatisation, législation antisyndicale) sous le gouvernement de Margaret Thatcher (1979-1990). Coupée d'une base d'apprentissage pour l'action collective, la génération des années 1980 semble alors désertier non seulement la scène contestataire conventionnelle, mais aussi alternative. Du moins, cette désertion apparaît-elle flagrante aux yeux de la génération politisée lors des années 1960-1970¹.

Mais « Pour quelqu'un comme moi — universitaire de la mi-trentaine (o.k., avancée), avec deux enfants, né en milieu urbain et élevé à la campagne, avec un passé punk, anarchiste, de musique expérimentale — l'explosion d'énergie positive, était une réplique enthousiasmante aux narrations cyniques des activistes de ma génération concernant la nature dépolitisée des *Thatcher's Children* », déclare George McKay, universitaire et ancien activiste.

Au début des années 1990, la Grande-Bretagne voit reflourir différentes formes d'actions directes, en particulier au sein du mouvement de protestation contre le programme anglais de construction routière. Des résidents locaux s'associent avec des activistes écologiques radicaux, les éco-guerriers, jeunes, sans emploi et géographiquement mobiles, habitant dans des squats ou des camps de protestation. Le site de campement est alors choisi sur le lieu de l'action. Cette association ne va cependant pas de soi et le type d'action protestataire employé par les activistes tend à rester peu praticable pour un public local et diversifié. L'invention du qualificatif « PANSJ » (*political activist not seeking a job*) pour nommer ce type d'activistes témoigne de la spécificité de leur engagement qui est celui d'« activistes à plein temps » (« *full time activists* »). Ces derniers emploient des tactiques qui tendent à constituer le terrain réservé d'une sous-culture spécialisée et difficilement accessible pour des gens plus âgés ou pour ceux qui ont une famille et un travail. En effet, l'habileté technique nécessitée par la mise en œuvre d'une « vulnérabilité fabriquée » (« *manufactured vulnerability*² ») demandent une maîtrise et un apprentissage qui s'acquièrent en vivant sur les sites. Ils impliquent un haut degré de risque et d'inconfort personnels. Avec ces techniques, les activistes créent des situations de vulnérabilité personnelle ou, autrement dit, ils fabriquent leur propre danger de façon à rendre leur corps vulnérable. Ces techniques, empruntées à d'autres pays mais adaptées aux contextes britanniques, consistent à s'atta-

cher aux arbres ou aux bulldozers avec des *lock-on*, par exemple. À l'aide d'un cadenas de vélo, les activistes s'enchaînent par le cou, un bras ou une jambe et jettent la clé : le bulldozer ne peut plus bouger sans risque de briser un membre de la personne attachée. Les activistes construisent également des tunnels souterrains dans lesquels ils s'attachent, la cavité risquant de s'effondrer et d'enterrer vivant l'activiste si la pelleteuse commence à déraciner les arbres. L'aspect spectaculaire de ces actions attire des larges couvertures médiatiques et la sympathie de l'opinion publique, ce qui participe à la protection de l'opération. L'obligation de déloger les activistes ralentit également les travaux et augmente par conséquent les coûts de construction. Cette forme d'action directe a parfois même provoqué l'abandon du projet de construction comme dans le cas de l'occupation de Twyford Down où le soutien public était très important.

Si le terme d'action directe peut évoquer les techniques d'actions politiques liées au terrorisme des années 1970 et 1980 (la bande à Baader en RFA, les Brigades rouges italiennes ou l'Action directe en France), il prend ici un sens différent.

« L'action directe consiste à agir soi-même, de façon à peser directement sur un problème auquel on peut être confronté, et sans avoir besoin pour ce faire de la médiation de personnalités politiques, de bureaucrates, etc. L'action directe entend placer la conscience morale au-dessus de la loi officielle. L'action directe implique de ne pas se soucier des règles et procédures qu'appliquent les économistes et politiciens, et de décider soi-même ce qui est juste et ce à quoi il faut résister. Bien que l'action directe puisse être considérée comme un des nombreux outils à la disposition du militant, cela peut également signifier que l'on est prêt à se battre pour prendre le contrôle de sa vie et à essayer directement d'agir sur le monde qui nous entoure, à prendre ses responsabilités quant à ses actions et aux buts poursuivis³. » L'action directe non violente permettrait de sortir des modes d'actions politiques traditionnels tels que le lobbying ou les manifestations, tracts, meetings et pétitions. Ces derniers peuvent représenter l'étape d'une lutte, mais l'action politique limitée à ces éléments apparaît aux supporters de l'action directe comme un grand jeu inoffensif, prévisible, ennuyeux et manquant d'impact. Les partisans de l'action directe non violente se proposent de montrer que l'action politique peut avoir un impact réel sans pour autant que cela nécessite le rassemblement simultané de plusieurs milliers de personnes dans la rue (des actions retentissantes peuvent être effectuées à 1, 2, 3, 4, 5 personnes), voire de prouver que l'action politique peut parfois aussi être quelque chose d'extrêmement amusant. Elle permettrait aux personnes de développer leur confiance en elles et de leur faire prendre conscience de leur force individuelle et col-

lective. Le terme d'« action directe non violente » ou de « désobéissance civile » regroupe un ensemble de possibilités d'actions extrêmement variées (occupation, détournement, destruction de biens matériels, etc.)⁴. Cette définition du Wikipédia donne un bon aperçu de la conception actuelle de ce terme selon les milieux militants. Elle est davantage centrée sur l'idée de l'autodétermination, la libre disposition de la faculté de juger, de la transformation de son environnement immédiat et du ludisme.

3. *Reclaim the streets*

Cette forme de lutte, caractérisée par le rapport immédiat entre l'acte militant, l'objet à défendre et son détournement marque le style militant de *Reclaim the streets*. Cependant, une différence considérable existe entre l'emploi d'une action directe dans le contexte rural et son emploi dans le contexte urbain. Alors qu'à la campagne, les sites de protestation se trouvent loin des lieux de vie du quotidien, en milieu urbain, un voisinage adjacent ou la présence de passants fortuits sont davantage probables.

Reclaim the streets est un collectif londonien directement issu des mouvements écologiques. Plus précisément, il s'est formé en 1994 à partir d'une campagne de protestation contre la construction d'une autoroute supposant la destruction préalable de Claremont Road, une rue dans un quartier d'habitations de Londres. Pendant six mois, des militants anarchistes et écologistes, des artistes et des festivaliers (*party people*) ont créé une zone autonome temporaire (*Temporary autonomous zone, TAZ*) de vie dans la rue menacée. À cette occasion, les stratégies d'action directe écologique ont fait leur irruption en milieu urbain.

Après une évacuation spectaculaire (2 000 policiers mobilisés, durée : 4 jours, coût : 2 millions £) de la Claremont Road, un noyau informel se constitue qui veut continuer dans cette optique d'occuper, de faire vivre des routes ou autres zones urbaines. Ces militants souhaitent explorer sous une nouvelle forme « un modèle de la vie libre ». Pour inverser l'optique réactive de ces investissements, motivés surtout par la défense d'un espace et d'un mode de vie, ce noyau invente une nouvelle formule, proactive et de conquête d'espaces publics : la *Street Party*.

Traditionnellement, une *Street Party* est une manifestation de rue officielle (célébration étatique, jubilé royal, etc.). *Reclaim the streets* en fait un usage détourné. Ce collectif bloque de manière non autorisée des rues, des autoroutes, des places, en exclut les voitures et les ouvre aux piétons. L'objectif est d'y organiser des « festivals de résistance ». L'action directe, l'intelligence de la foule et une coordination par réseaux (de connaissance et de communication, par exemple *via* Internet) sont les ingrédients principaux. Le déroulement

d'une *Street Party* est systématique : un lieu de rendez-vous public pour la « masse » ; un trajet secret afin de dérouter les forces de l'ordre ; le point d'arrivée pour le déroulement de la fête où une rue est bloquée par des trépieds par exemple et qui est « prise » simultanément par la masse. Les objets stratégiques sont une sono, sans laquelle il n'y a pas de fête, les trépieds ou d'autres dispositifs pour bloquer la rue, la masse qui garantit l'occupation et la mise en route de la fête, des détournements symboliques du décor urbain, sans lesquels il n'y a pas de sens.



« Sous les pavés la rivière », 18 juin, City de Londres, 1999.

Reclaim the streets a progressivement ouvert ses actions aux débats politiques : il intervient sur des terrains de lutte divers et fait de la globalisation de l'économie le centre de son interrogation et de sa critique. L'inscription de ses dernières actions au sein de réseaux internationaux (le réseau *People's Global Action*, par exemple) met en pratique l'idée d'« agir localement, penser globalement ». *Reclaim the streets* est en veille depuis sa dernière grande action, intitulée *Mayday*, dans le Parliament Square en 2000.

4. Roger

Ce qui caractérise le style militant des participants de la première heure de *Reclaim the streets*, concerne une façon de déduire un engagement public des expériences du quotidien et de l'exploration d'un environnement urbain et social immédiat. Roger, interrogé sur la façon dont il a été amené à s'impliquer avec ce collectif ou, selon ses propres mots, à « entrer dans ce jeu », met l'accent sur sa pratique de cycliste à Londres. Cette pratique est préalable à son engagement public et participe à la formation d'un champ d'expérience propre. La mise en récit de son parcours présente en elle-même une sorte de modèle, soucieux d'indiquer les connexions concrètes entre le cadrage d'un problème éprouvé au quotidien et le passage à l'engagement public.

« J'ai grandi dans une ambiance d'idéalisme de gauche pendant mon adolescence. Pendant mon adolescence avancée, je suis parvenu à une sorte de désillusion par rapport à la question de savoir si l'idéalisme peut tenir face à la réalité. Je suis parvenu à une attitude de désillusion politique pendant ma formation universitaire. Ce que j'ai pourtant fait pendant cette période universitaire, j'ai souvent fait du vélo, comme le font les étudiants. Et quand j'ai quitté le collège et que je suis revenu à Londres, j'ai trouvé mon premier job dans le centre de Londres. J'ai encore vécu chez mes parents et j'ai décidé : pourquoi ne pas essayer de faire du vélo ? Tous les jours, je devais aller depuis le sud de Londres jusqu'au centre. Cela avait un attrait un peu excentrique qui me disait davantage que n'importe quel type d'implication. À ce moment, je n'y pensais même pas. Mais j'ai eu affaire à des grands bouchons de circulation, tout le monde allait très vite et j'étais à côté, je prenais toute la pollution, ça puait. Je ne suis pas excentrique, je ne suis pas bête, je suis juste très très sensible. Il y a plutôt beaucoup d'autres gens qui sont très stupides. À ce moment, j'ai entendu parler pour la première fois de l'association des cyclistes de Londres (*London cycling campaign* — pour l'amélioration des conditions de circulation pour le vélo à Londres). Bon, je suis à Londres, je fais du vélo, je vois à quoi sert une association de cyclistes et j'apprécie leurs activités. C'était à partir de cette implication par rapport à un problème singulier et quelques années après mon activité dans l'association que j'ai été concerné par la planification du gouvernement d'un schéma directeur d'aménagement routier très proche de là où j'habitais (sud-est de Londres). Le trajet de Dover à Londres devait être facilité en établissant une jonction entre l'autoroute et un axe majeur, ce qui nécessitait de détruire la forêt d'Oxley (un bois de 8 000 ans) où j'habitais. Il y avait deux autres schémas directeurs d'aménagement routier qui focalisaient alors l'attention des environnementalistes et leur protestation. Ces protestations étaient tellement grandes que le gouvernement a eu peur et il a retiré les projets. Mais j'anticipe. En fait, j'ai commencé à m'impliquer dans

l'action de protestation à Twyford Down (près de Winchester), parce que je m'attendais à ce que des choses similaires arrivent près de chez moi six mois plus tard. Twyford Down était une expérience extraordinaire pour moi. » (Roger, 2003)

5. Civilités et coups de marteau

La transposition d'une zone autonome de vie dans la ville par le biais d'un outil mobile, la *Street Party*, suppose davantage un processus de justification et de clarification face aux passants et à l'opinion publique. Tant qu'une action vise à défendre un bout de nature ou un quartier résidentiel voué à la destruction, la cause est entendue, la lutte peut se comprendre dans le registre de la protection de l'environnement. L'affaire dénoncée et l'ordre souhaité apparaissent clairement. De plus, le passant n'est pas gêné dans son trajet quotidien puisque cela se passe dans des lieux isolés. Mais aller de l'avant pour exiger un autre mode de vie, de relation humaine et de participation démocratique en dérangeant sciemment la tranquillité des citadins et la circulation habituelle est une autre paire de manches. La stupéfaction maintes fois entendue, « mais que voulez-vous? », ainsi que la réponse donnée, « reconquérir la rue », demandent une adhésion à un autre niveau qui n'est apparemment pas de l'ordre du verbal. D'autres moyens pour convaincre sont déployés, puisqu'il est bien question de convaincre ses concitoyens du bien-fondé de l'action. Il s'agit alors de négocier avec un ordre urbain qui exige une certaine civilité.

Pour la première *Street Party*, *Reclaim the streets* choisit un quartier dont le public et les activités sont proches de ceux de leur quartier. Il s'agit de Camden Town (Camden High Street, mai 1995) où une sensibilité et des associations « antivoitures » existent déjà et où un public jeune, proche de *Reclaim the streets*, fréquente et habite les lieux. Dès le départ, l'action est conduite sous forme d'intrigue.

Au sein de l'activité ordinaire de la rue arrive tout d'un coup un accident : deux voitures se rentrent dedans de façon à bloquer la route. Les conducteurs descendent des voitures et commencent à s'engueuler. L'un des deux brandit un marteau et commence à démolir la voiture de l'autre. Les passants sur les trottoirs s'arrêtent, interpellés par ce qui se passe, lorsque tout d'un coup des personnes sortent de l'attroupement et sautent sur les voitures. Elles projettent de la peinture de toutes les couleurs un peu partout avant de dérouler une grande banderole avec l'inscription « *Reclaim the streets — Free the city/kill the car* ». Cinq cents personnes sortent ensuite du métro et se répartissent dans la rue. Tout l'après-midi, elles dansent sur la musique produite par une sono à énergie motrice (par un vélo). De la nourriture gratuite est distri-

buée sur des tables à tréteaux qui s'étendent sur la moitié de la rue et des enfants jouent sur un cadre à grimper, placé sur le carrefour. Le soir, les gens commencent à s'en aller et ce n'est qu'à ce moment que des policiers arrivent. Le déroulement ludique et pacifique de l'intervention qui offre en plus des attractions aux passants (repas gratuit, jeux pour enfants, musique), l'absence d'intervention policière, de nombreux participants convoqués et un public sur place qui est culturellement proche des intervenants, tous ces facteurs font de cette première *Street Party* un événement heureux. À partir de celui-ci s'enchaîne une série de *Street Parties* jusqu'en 2000. Alors que les premières *Street Parties* ressemblent davantage à des fêtes de quartier singulières où un effort d'intégration au site et à la vie sociale locale prime, l'augmentation rapide des participants appelle des nouvelles investigations. Les organisateurs, enthousiasmés par tant de succès (trois mille participants à la troisième *Street Party*), décident de faire la prochaine sur une autoroute (la M41). Il y aura huit mille personnes.

Rapidement, cette croissance exponentielle du nombre des participants pose des problèmes spécifiques. Conformément à son ambition, *Reclaim the streets* souhaite être un « mouvement populaire urbain » ou un « carnaval de résistance ». L'intégration d'une *Street Party* au quartier est une des préoccupations majeures des militants, qui souhaitent «... que dans une commune il y ait plein de fêtes de rue qui se passent dans la ville, dans les quartiers, des fêtes intégrées, engagées » (John, 1999). Dans ce sens, ils cherchent à réparer une éventuelle mauvaise impression laissée dans les localités en question. Après l'incompréhension exprimée par des riverains dans des journaux locaux à propos d'une *Street Party* à Tottenham (1998), des militants de *Reclaim the streets* se rendront une semaine après sur ces mêmes lieux afin de distribuer des tracts expliquant l'action.

Reclaim the streets est également confronté à la question de la représentativité. Le collectif cherche alors aussi à susciter la participation de publics immigrés ou d'origine immigrée afin de contrer ce commentaire d'un journal local : « quel est le problème de cette image (photo d'une *Street Party* en couverture, ndr) ? Il n'y a pas de visages noirs ». Ainsi, une autre *Street Party* se déroule dans le quartier de Brixton, qui est à la fois un quartier avec « une tradition de sous-culture » (John) et un quartier multiculturel. Le mouvement techno en Grande-Bretagne est surtout constitué de « Blancs ». Afin d'impliquer les communautés de population immigrée ou d'origine immigrée locales (Indiens, Africains, Antillais), une deuxième sono avec de la musique africaine a alors été intégrée dans cette *Street Party*.

6. S'assembler : un acte criminel ? S'assembler : un acte politique !

« Tous ceux qui sont suspectés d'aller à un rassemblement de 20 personnes ou plus dans un lieu avec un accès limité ou interdit d'accès, peuvent être arrêtés » (article de loi, 1994). Cette loi vise notamment le contrôle des activités courantes des mouvements « antiroute », mais aussi des festivals de musique libre (sans autorisation et gratuite), très courants en Grande-Bretagne et rassemblant des milliers de personnes. Des personnes faiblement politisées, telles que les *party people*, au même titre que les activistes font ainsi l'expérience directe de la coercition de leurs activités par des instances officielles. La répression de leur mode de vie par le gouvernement fait de ce dernier un ennemi tangible. Cette expérience partagée conduit des activistes et des gens issus des milieux de la musique et de la fête à prendre conscience de leur existence en tant que public concerné par un même problème et à s'engager ensemble dans des actions politiques communes. Celles-ci consistent notamment à éprouver et explorer les ingrédients de la participation politique et en premier lieu l'intervention policière.

La tenue des *Street Parties* nécessite de déjouer les forces de l'ordre. Les tactiques sont marquées par l'évitement de la démonstration de force frontale et par l'instauration d'un rapport de proximité, où les deux parties doivent ajuster leurs actions dans l'expérimentation. Elles se passent toujours dans cette relation triangulaire où les médias et l'opinion publique sont pris à témoin. Un conflit d'interprétation s'engage notamment autour du rôle historique de la police, marqué par une contradiction : est-elle une force-protection ou une force-interdiction. Les interventions de *Reclaim the streets* provoquent toujours un effet de rupture d'une certaine envergure, ne serait-ce que par le blocage habituel à la circulation motorisée. La porosité des barricades amenuise cette rupture, aussi bien que le caractère festif et équivoque des *Street Parties*. Néanmoins, la rupture intervient tôt ou tard avec la présence systématique et assez massive de la police, cette ultime instance de faiseurs d'ordre, et son intervention parfois musclée. Un jeu sans fin s'engage entre les faiseurs de troubles et les faiseurs de l'ordre. L'exposition des corps dans leur fragilité est une particularité des actions directes qui inversent les rapports de force. Devant les caméras, les forces de l'ordre sont obligées d'en prendre soin au lieu de les frapper. Ils doivent faire attention de ne pas les faire tomber, de ne pas les écraser. Il faut les manipuler avec soin afin de les libérer d'un *lock-on*, par exemple. Le pouvoir est mis devant son propre dualisme historique et son paradoxe stratégique : est-il la police-service ou la police-répression. Un jeu autour d'un système de rôle partagé s'engage ici.



Photo : Andrew Testa

Le trépied : barricade poreuse. (Archive Reclaim the streets in We are Everywhere)

L'expression contestataire elle-même reste de l'ordre de l'expérimental et ne se traduit pas vraiment par un langage verbal univoque sur la scène publique. L'ambition militante de *Reclaim the streets* vise une critique sociale large et brasse des courants politiques différents (notamment anarchiste, écologiste et communiste) en son sein. Cela amène *Reclaim the streets* également à rencontrer des mouvements sociaux plus traditionnels. Il se montre ainsi solidaire avec les syndicats du transport en commun, comme l'indique la banderole *support the tube workers* lors de l'événement sur la M41, par exemple. De même, le jour d'action et de protestation contre la privatisation d'un syndicat de transport en commun à Londres en 1997, *Reclaim the streets* participe à l'organisation d'un *Critical Mass* afin de soutenir le syndicat. Dans la même année, le collectif participe à la manifestation annuelle *the March of social justice* avec les dockers de Liverpool. En 1996, *Reclaim the streets* a été contacté par un collectif de dockers en grève à Liverpool qui n'a pas obtenu le soutien de son syndicat. À travers le travail avec les dockers de Liverpool ou les syndicats des transports publics, *Reclaim the streets* élargit ses actions politiques. Si les façons d'envisager la lutte ou la critique sociale divergent, ils arrivent à s'entendre autour du moyen de l'action directe. Celui-ci est considéré comme légitime et nécessaire par les dockers, puisque eux-mêmes ont fait l'expérience des limites des voies de contestation traditionnelles. Cinq cents dockers se faisant licencier par leur employeur (la Mersey Docks and Harbour Company) en septembre 1995 pour avoir respecté un piquet de grève visant à contester les licenciements jugés abusifs de cinq de leurs collègues, ils n'obtiennent pas non plus le soutien de leur syndicat qui préfère respecter la loi. Ils se tournent alors vers des voies non-conventionnelles pour obtenir gain de cause : travail médiatique, appel des femmes des dockers à la solidarité, appel au soutien international et contact avec des groupements protestataires non conventionnels (Ken Loach, 1996). L'expression de cette alliance entre les différents courants de gauche et d'extrême gauche au sein de *Reclaim the streets* culmine notamment dans une belle création : les drapeaux polyphoniques.

Drapeaux polyphoniques

Ces drapeaux sont faits en trois couleurs : rouge pour le communisme, vert pour l'écologisme et noir pour l'anarchisme. Il y a trois versions de ces drapeaux : fond rouge avec deux traits en forme d'éclairs en couleur noire et verte, fond vert avec deux traits en rouge et noir et fond noir avec deux traits en vert et rouge. Lors de la manifestation, chaque participant prend le drapeau avec la composition de couleurs dont il se sent idéologiquement le plus proche. Les drapeaux servent également à indiquer aux participants de *Reclaim the streets* la bifurcation par rapport au chemin officiel, afin d'initier une de leurs propres actions.

Ces drapeaux, introduits pendant la marche pour la justice sociale avec les dockers de Liverpool en 1997 symbolisent à la fois une unité polyphonique entre courants politiques et remplissent un rôle pragmatique : en tant que signe distinctif, ils indiquent aux participants de *Reclaim the streets* le chemin à prendre lorsqu'il s'agit de s'écarter de la manifestation officielle. Cette marche finit au Trafalgar Square avec une majorité de gens dansant au rythme de la techno d'un côté, et des prises de parole traditionnelles des dockers de l'autre.

« La rue ne gouverne pas, elle tranche... »

Un manifestant à Marseille, printemps, 2004.

- 1 Vision dont George McKay fait état dans le livre intitulé *Party & Protest in Nineties Britain* (1998)
- 2 B. Doherty (2000)

- 3 Dictionnaire Wikipédia (Encyclopédie libre sur Internet).
- 4 Dictionnaire Wikipédia (Encyclopédie libre sur Internet, <http://fr.wikipedia.org>)